

COVID-19 Suivi des Impacts au niveau des ménages

Burkina Faso



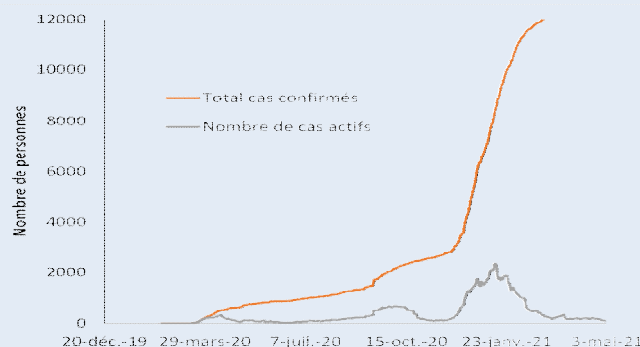
Bulletin No.9 — Juin 2021

MESSAGES CLES

- La proportion de ceux qui ont des difficultés à accéder aux aliments de base est plus importante dans les zones urbaines, à l'exception de Ouagadougou..... ;
- révélant que les ménages ruraux peuvent compter sur leur propre production agricole ;
-Le manque de moyens et l'augmentation des prix sont de loin les principaux facteurs affectant l'accès aux aliments de base;
- Comparativement aux passages précédents, la proportion des répondants qui ont un emploi a stagnée autour de 80 pourcent au neuvième passage;
- La COVID-19 a eu un impact très négatif sur leur revenus. En effet, trois ménages sur cinq (61.9%) déclarent que leur revenus ont baissés..... ;
-La proportion qui déclarent une baisse de leur revenus relativement plus élevés à Ouagadougou et parmi les non-pauvres;
- En Février 2021, seul 26,3 pourcent des ménages étaient en situation d'insécurité alimentaire sévère ou modéré. Il y a eu retournement de situation et l'insécurité alimentaire a augmentée depuis Février pour atteindre 31,8 pourcent en Mai 2021.

Cas confirmés de COVID-19

Burkina Faso



157 Décès 13,053 Patients guéris

Source: INSD (en date du 1er Mai 2021)



CONTEXTE

Cette note présente les résultats du neuvième passage d'une enquête téléphonique (HFPS) représentative au niveau national. Le BFA Covid-19 HFPS - Round 9 a été administré entre le 20 Avril au 02 Mai 2021. En plus des 1967 ménages interviewés avec succès lors de la huitième vague, afin de maintenir la taille de l'échantillon, 21 autres ménages qui n'avaient pas été interviewés avec succès lors des tours précédents mais qui n'avaient pas refusé de participer à l'enquête ont été appelés lors de cette neuvième vague. 8 ménages ont été exclus de l'échantillon de la neuvième vague car ils ont refusé de participer lors de la septième vague. 1976 ménages (98.90 % des 1999 tentatives) ont été contactés et 1,971 (98.60 %) ont été interrogés avec succès. Les modules suivants ont été administrés lors du 9^{ème} passage : Accès aux services de base; Emploi et revenus; Sécurité alimentaire.



ACCÈS AUX ALIMENTS DE BASE ET AUX SERVICES SOCIAUX

Au cours du cycle 9, environ 3 % du total des ménages ont déclaré ne pas pouvoir accéder à au moins un des trois aliments de base. En tenant compte des habitudes de consommation, les aliments de base considérés pour cette étude sont : (i) pour Ouagadougou : Riz importé / Maïs en grain / Maïs moulu ; (ii) pour les autres zones urbaines : Maïs grain / Riz importé / Riz local ; (iii) pour les zones rurales : Maïs grain / Sorgho / Mil. Les contraintes d'accès à ces produits sont beaucoup plus importantes en milieu urbain, et en particulier en dehors de Ouagadougou, révélant que les ménages ruraux peuvent compter sur leur propre production agricole (Figure 1). Les raisons de l'impossibilité d'accéder aux produits alimentaires de base semblent être liées aux contraintes budgétaires des ménages, et non aux contraintes ou restrictions de l'offre dues à la pandémie. En effet, la plupart des ménages qui ont déclaré avoir des problèmes d'accès aux produits alimentaires de base ont identifié l'augmentation des prix (principalement dans les zones urbaines) ou le manque de ressources (dans les zones rurales) comme les principales raisons pour lesquelles ils n'ont pas accès à ces produits Figure 2).

Figure 1: Proportion de ceux n'ayant pas pu accéder à au moins 1 des 3 aliments de base

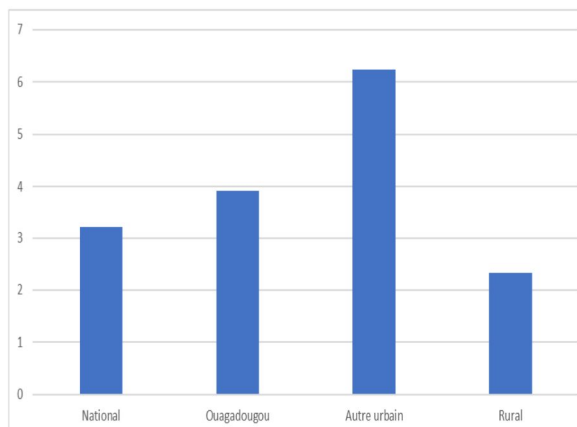
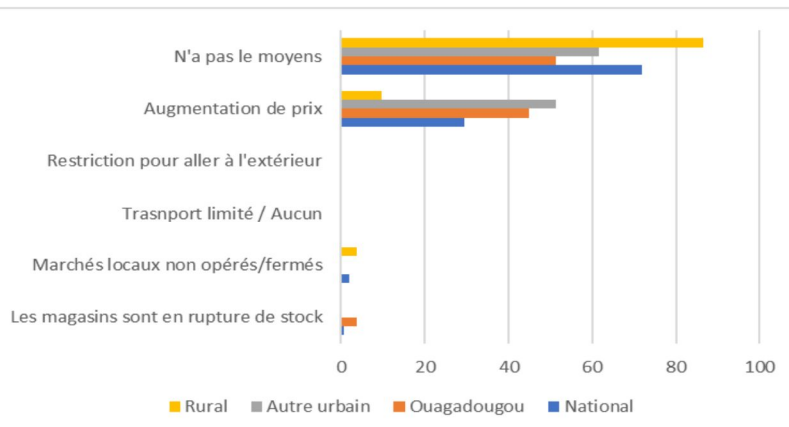


Figure 2: Raison pour laquelle il n'est pas possible d'accéder aux aliments de base





EMPLOIS ET REVENUS

Comparativement aux passages précédents, la proportion des répondants qui ont un emploi a stagnée autour de 80 pourcent au neuvième passage (Figure 3). Les plus fort taux d'emplois ont été enregistrés durant la période couvrant les mois de Septembre à Décembre 2020 (3^{ème}, 4^{ème} et 5^{ème} passages). Ceci montre qu'il n'est pas facile d'estimer l'impact de la COVID-19 sur l'emploi, compte tenu de la saisonnalité intrinsèque à certaines activités économiques. Ceux vivant en milieu rural et les pauvres ont moins de chance d'avoir un emploi (Figure 4). Ceci confirme l'idée selon laquelle la lutte contre la pauvreté passe par la création d'emploi de qualité pour la population.

Figure 3: Proportion des répondants qui ont travaillé durant la dernière semaine

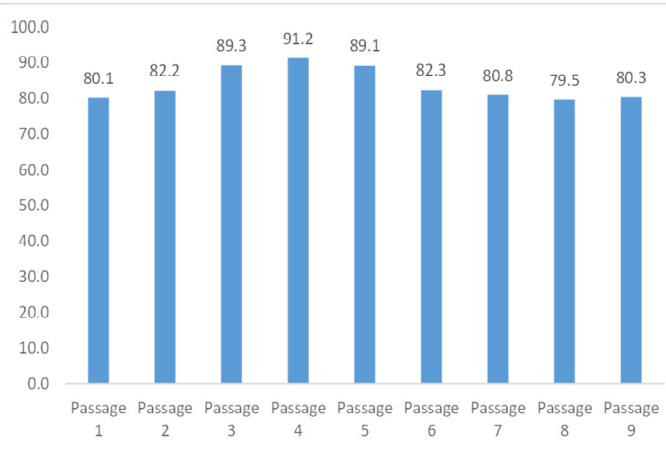
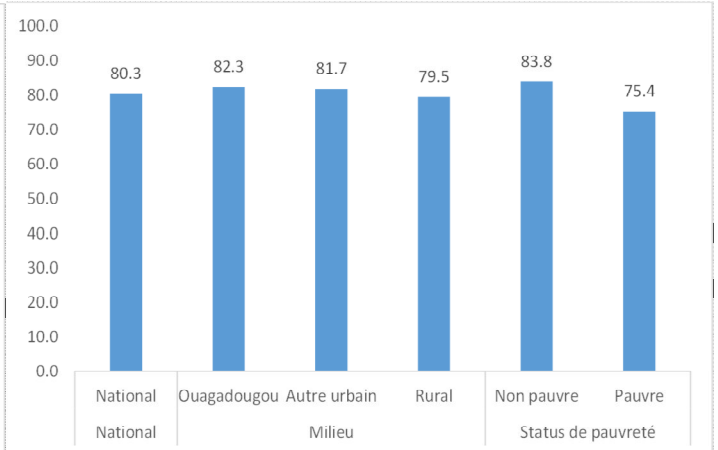
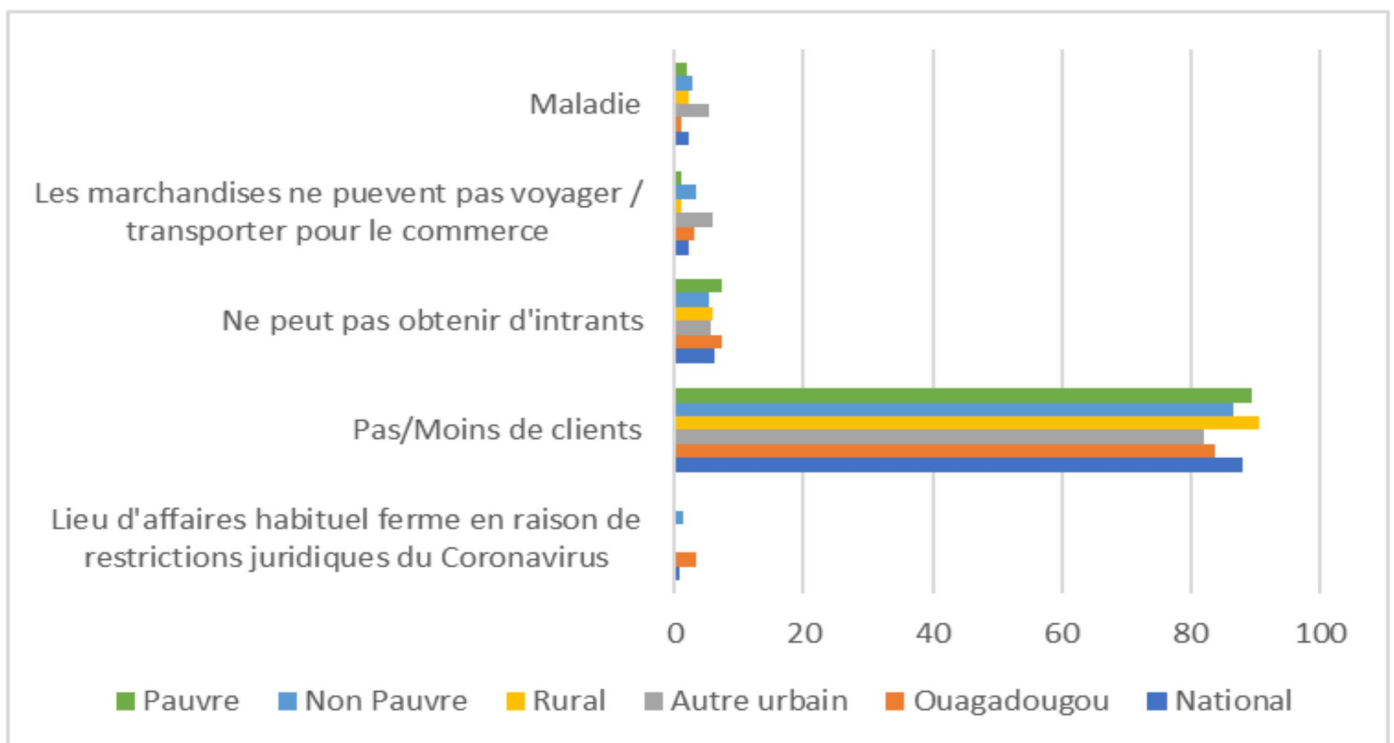


Figure 4: Proportion des répondants qui ont travaillé



Les principales raisons de la réduction des revenus des entreprises familiales non agricoles sont liées à la demande, le manque de clients étant de loin le problème le plus important auquel sont confrontées les entreprises familiales non agricoles. Ceci est particulièrement vrai dans les zones rurales. Les problèmes d'accès aux intrants sont considérés comme une raison de la baisse des revenus par environ 6% des entreprises familiales non agricoles, affectant principalement les ménages pauvres.

Figure 5 : Raisons de la réduction des revenus des entreprises familiales non agricoles au cours du dernier mois





EMPLOIS ET REVENUS

Les revenus issus des entreprises familiales non agricoles sont de loin la principale source de revenu des ménages burkinabè (37.6%), suivi des revenus agricoles (26.1%) et de l'assistance de la famille à l'intérieur du pays (13.7%) (Figure 6). Ceux vivant en milieu urbain et les pauvres ont une probabilité plus élevée d'avoir des revenus issus d'un emploi salarié. À l'opposé, l'agriculture est plus présente parmi les pauvres et ceux vivant en milieu rural.

Une question a été posée, afin de savoir quel changement est-ce qu'il y a eu dans le montant de les revenus totaux du ménage depuis le début de la pandémie COVID-19. Il ressort de l'analyse de cette question que pour la plupart des ménages, la COVID-19 a eu un impact très négatif sur leur revenus. En effet, trois ménages sur cinq (61.9%) déclarent que leur revenus ont baissés (Figure 7). La proportion qui déclarent une baisse de leur revenus relativement plus élevée à Ouagadougou et parmi les non-pauvres.

Figure 6: Sources de revenus des ménages

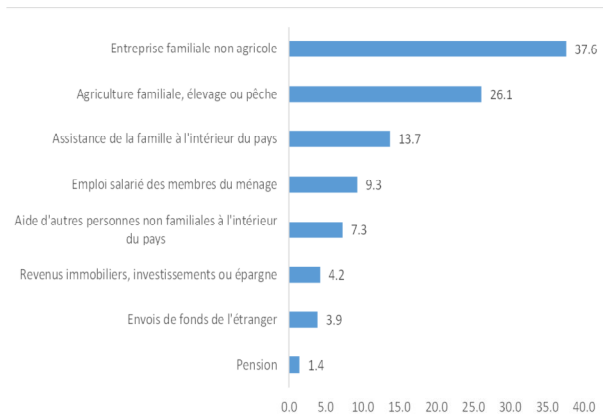
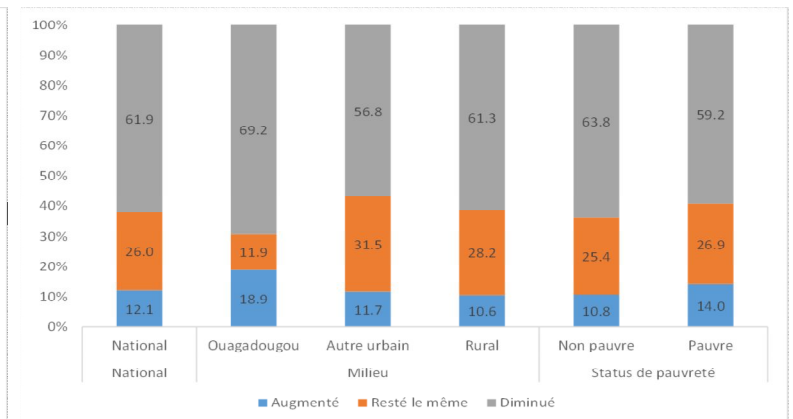


Figure 7: Evolution du revenu depuis le début de la pandémie



SECURITE ALIMENTAIRE

Durant les passages 2, 4, 6 et 9, un module du questionnaire a permis de collecter les réponses à un certain nombre de questions sur la sécurité alimentaire. Plus précisément, les questions posées permettent de construire une échelle de mesure de l'insécurité alimentaire vécue (FIES: Food Insecurity Experience Scale en anglais). Au début de la pandémie, une proportion très élevée de ménages soit un peu plus de la moitié (53%) était en situation d'insécurité alimentaire sévère ou modéré. Entre le 2^{ème} et le 6^{ème} passage (c'est-à-dire entre les mois de Juillet 2020 et Février 2021), on a enregistré une amélioration de la situation alimentaire et en Février 2021, seul 26,3 pourcent des ménages étaient en situation d'insécurité alimentaire sévère ou modéré. Malheureusement, il y a un retournement de situation et l'insécurité alimentaire a augmentée entre le 6^{ème} et le 9^{ème} passage (Figure 8) pour atteindre 31,8 pourcent en Mai 2021 lors du 9^{ème} passage. L'insécurité alimentaire est relativement plus prononcée en parmi les pauvres et ceux qui vivent en milieu rural (Figure 9). La proportion de ménages en situation d'insécurité alimentaire sévère ou modéré est de 39,3 pourcent chez les pauvres, soit 9,8 points de pourcentage de plus que les non pauvres.

Figure 8: Distribution des ménages selon l'échelle de mesure de l'insécurité alimentaire vécue par passage

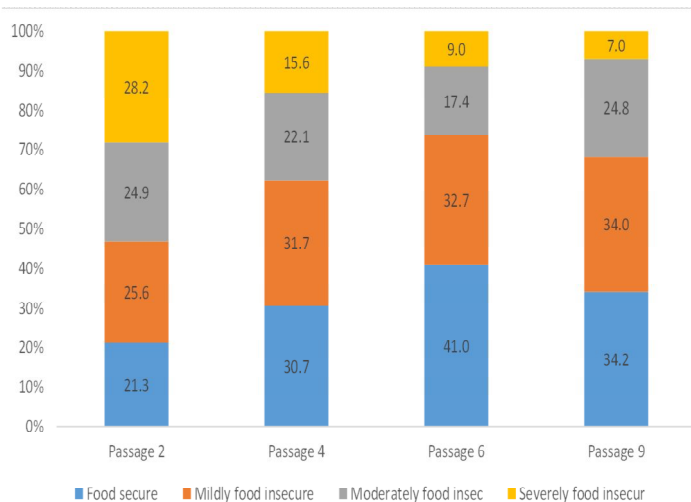
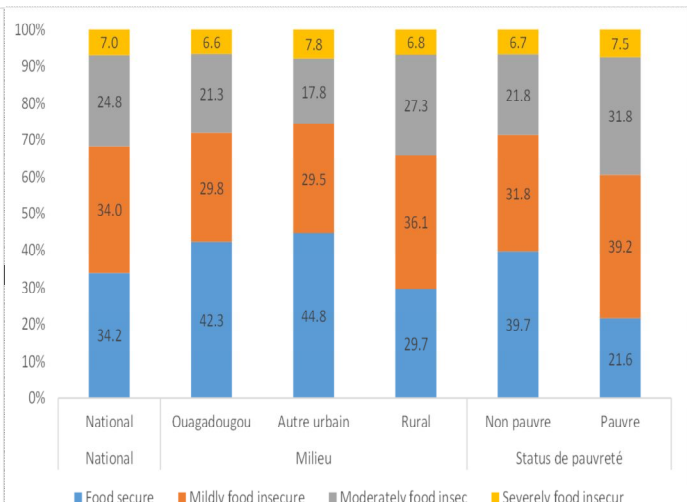


Figure 9: Insécurité alimentaire vécue selon le milieu de résidence et le statut de pauvreté



Cette note a été élaborée par Clarence Tsimpo Nkengne, Marco Tiberti, Prospere Backiny-Yetna et Marco Costantini de la Banque mondiale, Zakaria Koncobo de l'INSD, et Adama Tiendrebeogo de la commission de l'UEMOA. L'équipe a bénéficié des commentaires utiles de Christophe Rockmore. La note a été préparée sous la direction de Soukeyna Kane, Maimouna Mbow Fam, Kofi Nouve, Johan A. Mistiaen, Jean-Pierre Chauffour, Bourreima Ouedraogo, et Jean Edouard Odilon Doamba.

Pour plus de détails, visitez <http://surveys.worldbank.org/covid-19> ou www.insd.bf



WORLD BANK GROUP